



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 29 AOUT 2013

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Marie-Christine BENINCASA

☎ : 04 72 61 37 35

✉ : marie-christine.benincasa@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1993 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société A.M.P.E.R.E. INDUSTRIE dans son établissement 7 rue Pierre Devaux à SEREZIN DU RHONE ;

VU le rapport du 29 juillet 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société A.M.P.E.R.E. INDUSTRIE ne respecte pas complètement les prescriptions du point 4.2.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1993 modifié susvisé, relatives à la collecte et au rejet des eaux pluviales puisqu'une partie des eaux pluviales de toiture est envoyée au réseau unitaire de la commune, avec les eaux de voiries ;

CONSIDERANT que l'exploitation de cet établissement, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers ou inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les mesures nécessaires afin de se conformer aux dispositions du point 4.2.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

... / ...

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société A.M.P.E.R.E. INDUSTRIE, 7, rue Pierre Devaux à SEREZIN-DU-RHONE, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 4.2.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1993 modifié susvisé, dans un délai de **six mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SEREZIN-DU-RHONE,
- à l'exploitant.

Lyon, le **29 AOUT 2013**

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Isabelle DAVID